

Retrait des réformes Blanquer les personnels ne veulent pas lâcher

A la veille du vote définitif de la loi «sur l'école de la confiance», l'année scolaire s'achève dans un contexte de rejet massif des contre-réformes du ministre Blanquer. Les personnels cherchent à résister, ils ne veulent pas lâcher sur leurs revendications. Partout les personnels du 1er comme du 2nd degré, disent : *«les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée sont inacceptables. La loi Blanquer, les réformes du baccalauréat et du lycée, sont inacceptables ! Le mépris du ministre est intolérable !»* Dans le 2nd degré, des AG se sont tenues et se tiennent encore. Plusieurs AG décident la grève, des piquets de grève sont organisés devant les centres de correction.

Dans l'académie de Grenoble, plus de 60 professeurs de philosophie réunis en AG ont décidé la grève les 2, 3 et 4 juillet. L'AG des professeurs de collège d'Isère appelle à la grève des corrections.

Le 2 juillet, plus de 300 correcteurs du bac, représentant 186 établissements d'Île de France se sont réunis à la Bourse du travail de Paris et ont décidé à la quasi-unanimité la grève les 3 et 4 juillet. FO était présente pour soutenir les revendications et la grève des enseignants.

Le même jour à Toulouse, 200 personnels, dont une majorité de correcteurs, se réunissent en AG et votent la grève reconductible avec AG le lendemain.

A Dijon, les professeurs de maths se sont réunis en AG avant la commission d'entente du baccalauréat, pour adopter une motion réaffirmant leur opposition à la loi sur l'école de la confiance, et à la réforme du lycée et du baccalauréat. Actuellement, dans l'académie de Lyon, 27% des candidats pour le bac général n'ont pas toutes leurs notes.

Les syndicats de la FNEC FP-FO sont partie prenante des AG qui se réunissent pour discuter et décider des moyens de faire reculer le ministre. Ils soutiennent les revendications, les initiatives décidées par les AG, en particulier la grève.

La FNEC FP-FO condamne les tentatives d'intimidation du ministre. Elle condamne la répression gouvernementale qui se poursuit, comme hier à Paris où les enseignants en manifestation ont été nassés par la police sur le boulevard Raspail.

La FNEC FP-FO rencontre le ministre lundi 8 juillet et lui demande de cesser toute pression, appels aux forces de l'ordre, menaces de sanction, de retrait de salaire.

La FNEC FP-FO qui a déposé un préavis de grève jusqu'au 12 juillet, le reconduit dès la pré-rentrée. Elle appelle les personnels à préparer et à programmer, dès maintenant, les heures d'information syndicale et les assemblées générales à la rentrée.